

Numéro 33 - 28 juillet 2017

Élection de l'Assemblée constituante le 30 juillet au Venezuela
Appuyons la Révolution bolivarienne!
Bas les pattes du Venezuela!

Campagne mondiale sur Twitter



Les mots-dièses suivants sont utilisés
#VenezuelaCorazonDeAmerica
#VamosConLaConstituyente

CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

Élection de l'Assemblée constituante le 30 juillet au Venezuela

- Appuyons la Révolution bolivarienne! Bas les pattes du Venezuela!
- Campagne mondiale d'appui au Venezuela sur Twitter
- Notre Amérique et les peuples du monde avec le Venezuela bolivarien - Réseau en défense de l'humanité
- L'Organisation des États américains échoue une nouvelle fois à faire adopter une résolution pour saper la souveraineté du Venezuela

Réponse du Venezuela à l'ingérence étasunienne

- Le gouvernement rejette les déclarations interventionnistes du directeur de la CIA
- Réponse du ministre des Affaires étrangères du Pouvoir populaire de la République bolivarienne au communiqué du 17 juillet de la Maison-Blanche

À titre d'information

- Questions/réponses: l'Assemblée constituante nationale au Venezuela
- Campagne de solidarité avec le Venezuela
- Actions récentes des États-Unis contre le Venezuela
- Ambassade vénézuélienne au Canada

Élection de l'Assemblée constituante le 30 juillet au Venezuela

**Appuyons la Révolution bolivarienne!
Bas les pattes du Venezuela!**



Grand rassemblement en appui à l'Assemblée constituante à Caracas le 27 juillet 2017

Le dimanche 30 juillet, les Vénézuéliens éliront une Assemblée nationale constituante. Près de 20 millions d'électeurs feront leurs choix parmi les 6120 candidats représentant différents secteurs de la société et différents territoires du pays pour les représenter. L'objectif est de consolider le

processus politique bolivarien pour résoudre les problèmes du pays par les moyens pacifiques et mettre fin aux violences incitées de l'étranger et à l'ingérence étrangère dans les affaires du Venezuela.



Le président vénézuélien Nicolas Maduro au rassemblement du 27 juillet 2017 à Caracas

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) réitère son appui au peuple du Venezuela et à son gouvernement qui cherchent à résoudre les problèmes par le dialogue et en défendant le droit du Venezuela d'établir une Assemblée constituante en tant que principe de l'autodétermination. Le PCC(M-L) appelle les Canadiens et leurs organisations à manifester leur appui au peuple vénézuélien en ce moment crucial et à s'opposer à l'escalade de l'agression extérieure qui devient de plus en plus meurtrière. Le PCC(M-L) condamne spécifiquement la position sans principe du gouvernement du Canada qui, au nom de grands idéaux de démocratie, répand la désinformation au sujet de ce qui se passe au Venezuela et participe à l'effort pour déstabiliser et renverser le gouvernement.

La complicité du Canada dans cette ingérence encourage l'intervention étrangère et les menaces incessantes de Washington et de plusieurs pays d'Europe, dont l'Espagne et l'Italie. La ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland a émis deux déclarations, une première le 16 juillet et l'autre le 26 juillet. Elle fait l'éloge du « vote non officiel national sur l'intention du gouvernement de réécrire la constitution et l'avenir politique du pays », vote qu'elle qualifie de grande réussite bien que tous les faits montrent le contraire. Elle prétend que le vote non officiel est respectueux de la constitution tandis que l'élection d'une constituante ne l'est pas. Dans son communiqué du 26 juillet elle affirme que « le processus en vue d'instituer l'assemblée constituante est contraire à la Constitution du Venezuela et vise à usurper les droits démocratiques des Vénézuéliens ». C'est tout simplement faux. « Ce projet d'assemblée constituante ne respecte pas les principes de la démocratie et n'est pas non plus représentatif du peuple vénézuélien », poursuit-elle. « Nous demandons instamment au gouvernement vénézuélien de renoncer à son projet d'assemblée nationale constituante et de prendre des mesures concrètes, de concert avec l'opposition, pour rétablir l'ordre démocratique », dit-elle. Elle reprend ainsi la demande du gouvernement des États-Unis. En plus des menaces lancées par la CIA (voir l'article ci-dessous), le 17 juillet le président étasunien Donald Trump a encore une fois menacé d'entreprendre « une action forte et rapide » contre le Venezuela si l'élection de la Constituante a lieu.



Piquetage à Toronto en appui au peuple vénézuélien le 25 juillet 2017

Le Canada est également complice des tentatives répétées de l'Organisation des États américains (OÉA) de faire adopter une résolution condamnant le Venezuela et autorisant l'intervention extérieure. La majorité des gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes rejettent les pressions de l'OÉA et soutiennent le droit du Venezuela à l'autodétermination. L'Alliance bolivarienne pour les peuples de Notre Amérique (ALBA) a émis un communiqué dénonçant les menaces d'intervention proférées par Donald Trump. Elle qualifie la menace de sanctions additionnelles de coercition et de geste unilatéral et rappelle que c'est une atteinte au droit international et à la souveraineté et à l'indépendance de la République bolivarienne du Venezuela.

Les pays membres de l'ALBA considèrent que l'annonce de sanctions économiques contre le peuple vénézuélien constitue une application interventionniste inacceptable de lois étasuniennes, que cela ne contribue en aucune façon à la résolution de la situation de ce pays d'Amérique du Sud et qu'en fait cela entrave le progrès dans les conditions données.

Les pays de l'ALBA rejettent également l'ingérence des pays qui refusent de respecter le système juridique du Venezuela et le gouvernement constitutionnel et légitime du président Nicolas Maduro et qui mettent à risque le statut de l'Amérique latine et des Caraïbes comme zone de paix telle qu'établie par le Sommet de la communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC) en 2014.

Cette fin de semaine précédant l'élection de l'assemblée constituante, des actions sont organisées dans plusieurs villes canadiennes pour exprimer l'appui des Canadiens au peuple et au gouvernement du Venezuela. Cela comprend une campagne sur Twitter vendredi le 28 juillet avec les mots-dièses #VenezuelaCorazonDeAmerica et #VamosConLaConstituyente.

***Tous en appui au peuple vénézuélien, à son président Nicolas Maduro
et à l'élection d'une assemblée constituante !
Bas les pattes du Venezuela !***



Campagne mondiale d'appui au Venezuela sur Twitter

Des mouvements sociaux populaires du monde entier participent à une campagne sur Twitter « Venezuela coeur de l'Amérique » ce vendredi 28 juillet avec les mots-dièses

#VenezuelaCorazonDeAmerica et **#VenezuelaHeartofAmerica** en appui à la convocation d'une Assemblée nationale constituante et pour condamner les atteintes à la souveraineté de ce pays. Le mot-dièse **#VamosConLaConstituyente** est également utilisé. Le 28 juillet, il y a un effort mondial entre midi et 19 heures.

La campagne a été lancée le 24 juillet, date choisie pour coïncider avec l'anniversaire de la naissance de Simón Bolívar, héros de l'indépendance de l'Amérique du Sud du colonialisme du Royaume d'Espagne. En souvenir de Bolívar, le 24 juillet a été déclaré Jour de l'Intégration de l'Amérique latine.



Le but principal de la campagne est de soutenir le droit du Venezuela à l'autodétermination en coordonnant une stratégie pour livrer une bataille unitaire sur internet et sur les réseaux sociaux, en invitant les gens partout dans le monde à afficher des photos, des vidéos et des témoignages de ce que signifie pour eux le Venezuela bolivarien, en plus d'encourager des activités culturelles de toutes sortes et des mobilisations internationales.

« C'est une campagne qui n'a pas de maître mais la volonté d'unir des forces », a dit à TeleSur Gonzalo Armúa, membre du secrétariat d'ALBA Movimientos, ajoutant que la proposition initiale vient du chapitre colombien de ce regroupement.

« Comme il y a 200 ans, en Amérique latine et dans les Caraïbes, nous continuons à lutter pour notre indépendance, ajoute-t-il. Ce qui se passe au Venezuela aujourd'hui est en rapport avec cette même lutte. »

Il a rappelé qu'aujourd'hui cette lutte est centrée sur l'opposition « à l'impérialisme étasunien et européen qui agit de façon plus complexe que les colonisateurs des XIXe et XXe siècles mais dans le même but : contrôler nos territoires, dominer la population et s'approprier nos richesses. »

Armúa explique que « le Venezuela, en ce moment, est attaqué sous tous ses flancs : boycott économique, siège communicationnel, hostilité diplomatique, qui se coordonnent avec l'action de groupes terroristes qui en viennent même à brûler vives des personnes ». (Selon Red58.org, au moins 23 personnes ont été brûlées vives par des partisans de l'opposition qui ciblent plus particulièrement des Vénézuéliens d'origine africaine et des gens de la classe ouvrière, y compris d'innocents passants et des supporters et des représentants du gouvernement.)

« Tout cela est encouragé par l'ingérence des États-Unis qui veulent installer un gouvernement allié, en finir avec l'exemple de souveraineté que représente la Révolution bolivarienne et

s'approprier son pétrole. »

« Au milieu de cette attaque sans précédent, le 30 juillet le peuple vénézuélien ira aux urnes pour élire des députés à l'Assemblée nationale constituante, poursuit Armúa.

« En ce moment, au Venezuela se joue une bonne partie du destin de l'Amérique latine et des Caraïbes », explique-t-il, pour conclure que « pour cette raison, toute l'artillerie des secteurs conservateurs — en particulier dans le domaine de la communication — est focalisée sur le fait de légitimer et de soutenir les actes terroristes et de rendre invisible le peuple chaviste. »

Il cite comme preuve les récentes déclarations du président étasunien Donald Trump et du sénateur Marco Rubio, du secrétaire général de l'OÉA Luis Almagro et les plans de déstabilisation que prépare continuellement l'opposition de droite de la Table ronde de l'unité démocratique.

Il note que ces gestes « préparent le terrain pour généraliser une guerre civile et obtenir le pouvoir politique par la force ». Dans ce contexte, explique-t-il, il semble important d'unir les efforts de communication pour faire entendre une voix différente dans l'opinion publique internationale ».



Notre Amérique et les peuples du monde avec le Venezuela bolivarien

- Réseau en défense de l'humanité -



Assemblée populaire le 26 juillet 2017 dans le quartier El Calvario de Caracas, Venezuela

Le Réseau des intellectuels, des artistes et des mouvements sociaux en défense de l'humanité condamne la nouvelle ingérence du Gouvernement des États-Unis présidé par Donald Trump qui menace la République bolivarienne du Venezuela par une attitude qui révèle son arrogance et son agressivité sans limites, incompatibles avec la législation internationale qui règle les relations entre les États et condamne avec fermeté l'ingérence dans les affaires intérieures des autres pays.

À la veille des élections à l'Assemblée nationale constituante qui auront lieu le 30 juillet prochain, on a intensifié une escalade de violence pour empêcher cet acte démocratique et porter préjudice à la participation du peuple bolivarien et à sa victoire prévisible.



Rassemblement à Caracas le 27 juillet 2017

Cette escalade de violence déchaînée par la droite vénézuélienne et internationale contre le peuple de Bolívar et de Chávez avec la complicité des médias en son pouvoir favorise et célèbre un « plébiscite » frauduleux organisé par une Assemblée nationale hors de la légalité constitutionnelle qui encourage les crimes atroces des *guarimbas* terroristes, des pyromanes inhumains, et a nommé sans en avoir la compétence de nouveaux juges au Tribunal suprême de justice en prévoyant la création fallacieuse d'un gouvernement parallèle à celui qui a été légitimement institué par la volonté du peuple. Le but est clair : déstabiliser le pays pour empêcher le triomphe aux élections à l'Assemblée nationale constituante, le 30 juillet prochain et créer les conditions d'une nouvelle étape dans l'escalade de la subversion contre le Venezuela.

L'administration états-unienne, conspirant avec des gouvernements pantins de la région et ses principaux alliés européens prépare une intervention armée contre le peuple vénézuélien, une intervention que Notre Amérique latine et nos Caraïbes ne peuvent accepter et que nous, les intellectuels, les artistes et les mouvements sociaux, sommes dans l'obligation de dénoncer et de contrecarrer par tous les moyens et avec toutes les ressources à notre portée.

Le message historique de Bolívar est aujourd'hui plus en vigueur que jamais. L'épopée que livrent les fils de Bolívar et de Chávez est aussi la nôtre car il s'agit d'une longue et inéluctable bataille pour la dignité, la souveraineté et l'autodétermination de nos peuples.

En cette heure décisive de l'Histoire, nous faisons nôtre l'hymne de notre cher Venezuela : « Unie par des liens que le ciel a formés toute l'Amérique est une nation. » Comme un seul peuple et d'une seule voix, nous lutterons pour elle.

***Vive Bolívar !
Vive Chávez !***

(24 juillet 2017. Traduction de Françoise Lopez pour Bolivar Infos)



L'Organisation des États américains échoue une nouvelle fois à faire adopter une résolution pour saper la souveraineté du Venezuela



Piquetage à Vancouver pour défendre la souveraineté du Venezuela et s'opposer à l'ingérence des États-Unis et du Canada, 17 juillet 2017

Des membres de l'Organisation des États américains (OÉA) ont une fois de plus échoué à parvenir à un consensus pour « prendre des mesures contre le Venezuela », a indiqué Telesur le 26 juillet.

Lors d'une réunion du Conseil permanent de l'OÉA, à Washington le 26 juillet, 13 pays ont lu une déclaration demandant au gouvernement vénézuélien de suspendre les élections de l'Assemblée constituante qui se tiendront le 30 juillet. C'est deux États membres de moins que l'appui qu'une résolution similaire avait reçu à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OÉA le 19 juin et cinq en dessous du nombre nécessaire pour adopter une résolution, souligne Telesur. Le reportage continue :

En l'absence d'un soutien suffisant, les auteurs de cette dernière déclaration, dont le secrétaire général de l'OÉA, Luis Almagro, ainsi que les États-Unis, le Canada, l'Argentine, le Brésil, la Colombie et le Mexique, ont refusé de la soumettre à un vote.

Les États membres de l'OÉA ont déjà débattu de la situation au Venezuela à plusieurs reprises. Mais Almagro et le groupe de pays qui font pression pour des mesures contre le Venezuela n'ont jamais réussi à obtenir une majorité pour condamner le gouvernement du président Nicolás Maduro. Plusieurs États membres, au contraire, ont insisté sur la nécessité de solutions nationales et du dialogue national.

Au cours de la réunion du Conseil permanent, le représentant de la République dominicaine, Gedeón Santos, a déclaré que le groupe ne parviendrait pas à un accord, surtout après que les ministres des Affaires étrangères n'aient pas atteint un consensus lors de leur dernière réunion.



Houston, Texas, 16 juillet 2017

Santos a déclaré que la situation au Venezuela « ne peut être résolue que par le dialogue et la construction d'un consensus entre les parties, dans le plein respect de la souveraineté et l'autodétermination. »

Caracas a accusé à maintes reprises l'OÉA et le secrétaire général Almagro de promouvoir l'intervention et la déstabilisation au Venezuela, alors que les tensions ont atteint un paroxysme d'ébullition en avril, lorsque le Venezuela a commencé le processus de quitter l'organisation. Le gouvernement socialiste a quitté parce que l'organisation régionale menaçait la souveraineté du pays.

Les États-Unis ont mené la charge pour une intervention accrue au Venezuela, notamment en menaçant plusieurs membres de l'OÉA comme le Salvador, Haïti et la République dominicaine de prendre des mesures diplomatiques et financières s'ils votaient en faveur de la non-ingérence et du respect de la souveraineté du Venezuela.

Le représentant de l'Équateur, Marco Albuja, a critiqué l'Organisation parce qu'elle se concentre excessivement sur le Venezuela tout en négligeant des sujets importants qui touchent la région, comme la faim, l'analphabétisme et les soins médicaux inadéquats.

« Nous n'avons pas d'autres problèmes, nous vivons au paradis, nous n'avons aucun problème, sauf le Venezuela », a déclaré Albuja sur un ton ironique.

« Le problème du Venezuela doit être résolu par les Vénézuéliens. »



San Francisco, 19 juillet 2017



Réponse du Venezuela à l'ingérence étasunienne

Le gouvernement rejette les déclarations interventionnistes du directeur de la CIA

Voici la déclaration du 25 juillet du gouvernement du Venezuela.

La République bolivarienne du Venezuela rejette catégoriquement les déclarations du directeur de l'Agence centrale de renseignement (CIA) des États-Unis d'Amérique, Michael Pompeo, et dénonce à la communauté internationale les agressions systématiques des États-Unis contre le Venezuela :

1. La campagne des opérations de renseignements, effectuées au plus haut niveau, pour renverser le gouvernement constitutionnel du président Nicolás Maduro Moros, y compris la coordination avec les gouvernements de la Colombie et du Mexique pour parvenir à une transition au Venezuela, ce qui correspond avec les actions que les gouvernements de ces pays mènent au niveau régional.

2. Le financement et le soutien logistique des États-Unis d'Amérique à l'opposition vénézuélienne comme élément central de ses efforts pour déstabiliser la démocratie au Venezuela, et pour la promotion de la violence à des fins politiques.

3. L'adoption et le renouvellement de l'Ordre exécutif qui considère le Venezuela comme une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale des États-Unis et sa politique étrangère.

4. L'imposition de mesures coercitives unilatérales et illégales contre des hauts fonctionnaires du Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela, y compris le vice-président exécutif, des ministres, et des magistrats du Tribunal suprême de justice (TSJ), afin de soumettre l'État vénézuélien aux desseins impériaux étatsuniens.

5. Le fait que, dès le début, l'administration étatsunienne actuelle ait mené plus de 105 actions interventionnistes et hostiles, dirigeant les efforts d'intervention qui se dessinent depuis l'Organisation des États américains (OÉA), en violation flagrante du droit international, et menaçant avec l'adoption de « sévères et rapides actions économiques » contre toute la population vénézuélienne. Ces sanctions collectives ont une connotation impériale, et endommagent gravement le droit international.

La République bolivarienne du Venezuela exige des excuses immédiates et appropriées de l'administration étatsunienne, et alerte la communauté internationale sur la vraie menace qui pèse sur notre pays, compte tenu des terribles antécédents de cette agence de renseignement dans la violation de la souveraineté des pays indépendants, les effets et la souffrance des populations entières et la désintégration territoriale des pays qui ne sont pas alignés avec les intérêts impériaux.



La République bolivarienne du Venezuela informe qu'elle dénoncera par les voies diplomatiques correspondantes, le gouvernement des États-Unis, de la Colombie et du Mexique, devant la CELAC, l'UNASUR, l'Association des États de la Caraïbe (AEC) et devant le Mouvement des non-alignés, en tant que patrie libre et indépendante. Ce dimanche 30 juillet le peuple du Venezuela ira voter pacifiquement pour exprimer sa volonté souveraine à travers le suffrage universel, direct et secret, dans le cadre de la démocratie et dans l'exercice de sa souveraineté directe pour l'élection de l'Assemblée nationale constituante.

(25 juillet 2017)



Réponse du ministre des Affaires étrangères du Pouvoir populaire de la République bolivarienne au communiqué du 17 juillet de la Maison-Blanche



« [Le président] Maduro nous a convoqués et nous sommes-là - l'Assemblée nationale constituante est la voie vers la paix! »

En conférence de presse le 17 juillet, le ministre des Affaires étrangères du pouvoir populaire de la République bolivarienne du Venezuela Samuel Moncada a lu la déclaration suivante rejetant catégoriquement les attaques contre la démocratie vénézuélienne.

La République bolivarienne du Venezuela condamne le communiqué insolite publié par la Maison Blanche hier, 17/07/2017. Il s'agit d'un document jamais vu auparavant qui, par son bas niveau et sa qualité exécrable rend difficile la compréhension intellectuelle des intentions du pays agresseur.

Évidemment, le Gouvernement des États-Unis a l'habitude d'humilier d'autres nations dans ses relations internationales et croit qu'il va recevoir comme réponse la soumission à laquelle il est habitué. Le fossé que le Gouvernement des États-Unis est en train de creuser dans les relations avec le Venezuela rend difficile une prévision rationnelle de ses actions pour toute la communauté internationale. Le Gouvernement des États-Unis montre sans pudeur sa partialité absolue en faveur des secteurs violents et extrémistes de la politique vénézuélienne, partisans de l'utilisation du terrorisme pour renverser un gouvernement populaire et démocratique.

La ruine morale de l'opposition vénézuélienne a entraîné le président Trump à commettre une agression ouverte contre un pays latino-américain. Nous ne savons pas qui a pu avoir rédigé et encore moins autorisé un communiqué de contenu et de moralité si pauvres.

Le mince voile de démocratie de l'opposition vénézuélienne est tombé et révèle la force interventionniste brutale du Gouvernement des États-Unis qui a été derrière la violence subie par le peuple vénézuélien ces quatre derniers mois.

Ce n'est pas la première fois que nous dénonçons et affrontons des menaces aussi absurdes que celles contenues dans ce document insolite.

Nous lançons un appel aux peuples d'Amérique Latine et des Caraïbes et aux peuples libres du monde à comprendre l'ampleur des menaces brutales contenues dans ce communiqué impérial et à défendre la souveraineté, l'autodétermination et l'indépendance qui sont des principes de base du droit international.

Le pouvoir constituant d'origine est contenu dans notre Grande Charte et n'est du ressort que du peuple vénézuélien. L'assemblée nationale constituante sera élue au suffrage universel, direct, et secret de tous les Vénézuéliens sous l'autorité du Conseil national électoral comme le stipule notre ordre juridique. C'est un acte de souveraineté politique de la République, rien ni personne ne pourra l'arrêter.

La Constituante est en marche !

Aujourd'hui, le peuple vénézuélien est libre et répondra uni aux menaces insolentes d'un empire xénophobe et raciste. La pensée anti-impérialiste du Libérateur est plus vivante que jamais : « Les États-Unis semblent destinés par la providence à remplir l'Amérique de misère au nom de la liberté. » (Simón Bolívar)

(18 juillet 2017. Traduction de Françoise Lopez pour Bolivar Infos)



À titre d'information

Questions/réponses: l'Assemblée constituante nationale au Venezuela

- Campagne de solidarité avec le Venezuela -

Qu'est-ce qu'une Assemblée constituante nationale (ACN) selon la loi vénézuélienne ?

Une Assemblée constituante nationale est une convention constitutionnelle, un rassemblement dont le but est d'écrire une nouvelle constitution ou de réviser une constitution existante. En plus des

exemples célèbres qui nous viennent du 18^e siècle en Amérique et en France, plusieurs autres pays ont eu recours à ce mécanisme. Au Venezuela, l'article 347 de la constitution dit ceci :

« Le peuple du Venezuela est le dépositaire du pouvoir constituant d'origine. Dans l'exercice de ce pouvoir, il peut convoquer une Assemblée Nationale Constituante pour transformer l'État, créer un nouvel ordre juridique et rédiger une nouvelle Constitution. »

La constitution du Venezuela est elle-même le produit d'une convention constitutionnelle tenue en 1999, appelée à l'initiative du président Chávez dans le but de rédiger une nouvelle constitution. La constitution a par la suite été adoptée par référendum en décembre 1999. De nouvelles élections générales ont été organisées sous les auspices de la nouvelle constitution en juillet 2000. Cela a marqué la transition de la Quatrième République du Venezuela vers la République bolivarienne du Venezuela actuelle.

Est-ce que le président Maduro a le droit d'appeler à l'établissement d'une Assemblée constituante ?

L'article 348 de la constitution explique comment une Assemblée nationale constituante doit être établie :

« L'initiative de la convocation de l'Assemblée Nationale Constituante pourra être prise par le Président ou la Présidente de la République en Conseil des ministres, l'Assemblée nationale avec l'accord des deux tiers de ses membres, les Conseils Municipaux réunis en conseil municipal avec l'accord de deux tiers de leurs membres ou de 15 % des électeurs inscrits sur les listes électorales. »

Il est également important de noter ce que dit l'article 349 de la constitution, gardant en tête (comme il est expliqué plus loin) que la coalition d'opposition de droite, qui possède la majorité à l'Assemblée nationale, est opposée à la convocation d'une Assemblée nationale constituante :

« Le Président ou la Présidente de la République ne pourra faire d'objections à la nouvelle Constitution. Les pouvoirs constitués ne pourront en aucune façon empêcher les décisions de l'Assemblée Nationale Constituante. Une fois la nouvelle Constitution promulguée, elle sera publiée au Journal Officiel de la République Bolivarienne du Venezuela ou au Journal de l'Assemblée Nationale Constituante. »

Pourquoi le président Maduro a-t-il appelé à une Assemblée nationale constituante ?

Dans un document officiel qu'il a signé devant le Conseil électoral national (CNE), le président Maduro écrit que l'appel à une Assemblée nationale constituante a été fait dans le contexte des circonstances sociales, politiques et économiques dans lesquelles existent de sérieuses menaces internes et externes à la démocratie et à l'ordre constitutionnel.

Cela fait référence à la violence organisée par l'opposition de droite qui vise à renverser le président vénézuélien élu Nicolas Maduro. La violence a débuté au début avril, causant de nombreuses morts et faisant plus de 1200 blessés. Une tactique clé des protestations violentes est le recours aux « guarimbas » ou blocus de rues qui sont établis par les protestataires masqués.

La violence actuelle comprend des attaques aux installations et aux services de l'État comme les maternités, l'approvisionnement en électricité, les dépôts alimentaires et le transport public et jusqu'aux assassinats ciblés de supporters du gouvernement. L'agression s'est intensifiée à la fin juin lorsqu'un officier de police pilotant un hélicoptère volé a attaqué l'édifice du ministère de l'Intérieur et de la Cour suprême, faisant feu sur eux et larguant quatre grenades.

L'objectif de l'Assemblée constituante a été expliqué par l'ancien ministre de l'Éducation Elias Jaua, qui a dit en entrevue avec Televen, un canal privé de la télévision vénézuélienne, que ses objectifs étaient de « préserver la stabilité politique, résoudre les problèmes économiques, élargir et renforcer le système d'assistance sociale et guérir les plaies sociales qui ont été créées pendant le conflit ».

Quand et comment l'Assemblée constituante va-t-elle être établie ?

Les élections à l'Assemblée constituante vont se tenir le 30 juillet 2017.

Toute personne, sans égard à ses convictions politiques, peut être mise en nomination et se mettre elle-même en nomination comme candidat à l'élection de l'Assemblée constituante.

Les candidats peuvent être mis en nomination par l'un des moyens suivants :

- de leur propre initiative
- à l'initiative de groupes d'électeurs ou d'électeurs
- à l'initiative de groupes sectoriels qui comprennent 173 des 545 sièges à l'Assemblée nationale

Pour que des électeurs se présentent comme candidats de leur propre initiative, il faut que 3 % des électeurs et des électeurs inscrits sur la liste électorale des municipalités les mettent en nomination. Dans la catégorie sectorielle, les candidats doivent être mis en nomination par le secteur en question et recevoir l'appui de 3 % du secteur auquel ils appartiennent.

En vertu de ces multiples façons dont la mise en nomination peut se faire, il y aura plus de 6 000 candidats briguant les suffrages pour les sièges à l'Assemblée nationale.

Comme cela avait été le cas lors d'élections précédentes, le Conseil électoral national (CNE) a organisé des « répétitions » d'arrangements de scrutin à l'Assemblée constituante, mettant sur pied près de 2 000 stations de vote dans des bureaux de scrutin à l'échelle du pays, pour faire en sorte que le jour de l'élection tout se passe rondement et efficacement.

Comment une nouvelle constitution émergera-t-elle ?

Une fois élue, l'Assemblée nationale constituante sera convoquée dans les 72 heures et se mettra au travail.

L'assemblée va fixer son ordre du jour de discussion sur la base de ce qu'elle considère être les priorités nationales. En tant que convocateur de l'Assemblée, cependant, le président a proposé neuf thèmes à l'Assemblée :

- le droit de la nation à la paix et son besoin de paix
- les améliorations à l'économie du pays
- la reconnaissance constitutionnelle des diverses « Missions » (programmes sociaux du gouvernement)
- l'élargissement de la portée du système judiciaire pour mettre fin à l'impunité dans les cas de crimes
- la reconnaissance constitutionnelle de nouvelles formes de démocratie populaire et participative au Venezuela, comme les conseils de communes et les communes
- la défense de la souveraineté du Venezuela et sa protection contre l'intervention étrangère
- la revitalisation du caractère pluriel et multiculturel du Venezuela
- une garantie d'un avenir à la jeunesse du Venezuela par l'enchâssement de ses droits dans la constitution et du besoin de préserver la vie sur la planète.

Quelle a été la réponse de l'opposition de droite à l'initiative de l'Assemblée constituante nationale ?

L'opposition vénézuélienne de droite, la soi-disant coalition de la « Table de l'unité démocratique » (MUD), a d'abord annoncé en mai qu'elle boycotterait l'Assemblée nationale constituante et l'a dénoncée comme une tentative illégitime de réécrire la constitution du pays.

Cela semble contredire la position qu'elle a défendue en 2013 alors que 55 dirigeants de l'opposition avaient signé une déclaration conjointe d'appui à l'établissement d'une assemblée constituante.

Alors que l'opposition prétend que le gouvernement est profondément impopulaire, ce que répètent la plupart des médias, il est frappant que les candidats de l'opposition ne vont pas participer à l'élection à tous les sièges de l'Assemblée constituante.

Plutôt que de prendre part à ce processus constitutionnel légitime, l'opposition a organisé son propre plébiscite non officiel le 16 juillet, demandant aux électeurs s'ils reconnaissent ou rejettent le processus de l'Assemblée constituante. L'évaluation du taux de participation à cet exercice a été chaudement disputée parce que le processus n'a pas été mené sous les auspices du Conseil électoral national et que le scrutin n'a pas fait l'objet de vérification indépendante.

En quoi l'initiative d'Assemblée constituante correspond-elle aux initiatives actuelles pour la paix et le dialogue ?

La convocation de l'Assemblée constituante est une partie essentielle des efforts actuels du président Maduro pour engager un dialogue constructif avec l'opposition.

Le processus de dialogue a été lancé l'an dernier entre le gouvernement et les secteurs de l'opposition mais la coalition de droite du MUD a refusé d'y participer.

Il y a des partis de l'opposition qui ont accepté l'offre de dialogue. Dix-sept partis de l'opposition vénézuélienne ont rencontré le gouvernement en mai 2017 pour discuter de l'Assemblée constituante. Les partis qui ont accepté l'invitation sont entre autres : Mouvement de la citoyenneté, Mouvement Venezuela (Mopivene), Démocratie républicaine, Mouvement républicain, Pouvoir du travail, Drapeau rouge, Résistance civile, Démocratie renouvelable, Mouvement Écologique, Parti de la jeunesse et le Stone Party.

Dans un effort pour encourager le dialogue, le président Maduro a écrit une lettre au pape François au début de juin pour lui demander de servir de médiateur dans le conflit politique auprès des secteurs de l'opposition qui ont encouragé la violence de rue. Le pape François a de façon répétée appelé au dialogue entre les secteurs au Venezuela et critiqué une portion de l'opposition de ne pas vouloir s'asseoir et dialoguer, mais sans succès. Il a aussi appelé les évêques du Venezuela à dénoncer « toute forme de violence ».

Le président Maduro a donné suite à ces efforts en appelant une fois de plus l'opposition à accepter le dialogue et la paix pour que des solutions puissent être mises de l'avant qui vont satisfaire aux besoins du peuple vénézuélien et assurer son bien-être. Il a dit que seules la coopération et la paix permettront d'arriver à ces solutions.

(21 juillet 2017)



Actions récentes des États-Unis contre le Venezuela

- Ambassade vénézuélienne au Canada -



Piquetage en appui au peuple du Venezuela et contre l'intervention du gouvernement canadien le 13 mai 2017

I. Le 26 juillet, le Bureau de contrôle des actifs étrangers du département du Trésor des États-Unis (OFAC) a ajouté 13 hauts représentants vénézuéliens à sa liste des Ressortissants spécialement désignés, une nouvelle série de sanctions unilatérales contre la République bolivarienne du Venezuela.

II. Le 20 juillet 2017, le directeur de la CIA, Mike Pompeo, a répondu ainsi à une question posée par la Vénézuélienne Vanessa Neumann :

« Compte tenu de la superficie et du potentiel économique d'un pays comme le Venezuela, les États-Unis ont automatiquement intérêt à faire en sorte que ce pays soit stable et aussi démocratique que possible et c'est pourquoi nous travaillons fort pour y arriver. Je mesure toujours mes mots lorsqu'on parle de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale et de la CIA, on raconte beaucoup d'histoires là-dessus. (Rires)

M. Pompeo : Je vais donc faire attention à ce que je dis mais il va sans dire que nous sommes confiants qu'il peut y avoir une transition au Venezuela et la CIA s'efforce à saisir quelle est la dynamique dans ce pays pour en faire part à notre département d'État et d'autres. Pour ce qui est des Colombiens, j'étais à Mexico tout récemment et à Bogota la semaine d'avant pour parler du Venezuela et tenter de les aider à comprendre ce qu'ils pourraient faire pour créer une meilleure situation pour leur région du monde de même que pour la nôtre. »[1]

III, Le 23 juillet dernier, l'ambassade des États-Unis à Caracas a publié sur son site internet une alerte de sécurité qui, de façon alarmiste, conseille de « *prendre les mesures préparatoires appropriées, y compris s'approvisionner en denrées et en eau pour une durée de 72 heures* » (nos italiques). En outre, le communiqué indique qu'ils jugent violentes les manifestations qui à d'autres endroits et dans d'autres circonstances leur apparaîtraient pacifiques : « *Même les manifestations qui se veulent pacifiques peuvent devenir conflictuelles et dégénérer en violence* ».

IV. Dans une déclaration de la Maison-Blanche, le président Donald Trump a menacé le Venezuela : « *Si le régime Maduro impose son Assemblée constituante le 30 juillet, les États-Unis*

prendront des mesures économiques radicales et rapides », écrit-il. [2]

V. Dans un communiqué officiel, la porte-parole du département d'État a tenté de légitimer les résultats de l'exercice de consultation de l'opposition du 16 juillet, lesquels manquent de légitimité car ils ne sont pas vérifiables. Elle a exhorté le gouvernement vénézuélien à « *abandonner* » l'Assemblée constituante nationale et a demandé que d'autres pays interviennent pour faire pression sur le Venezuela dans le même sens. Le communiqué mentionne : « *Le vote de millions de Vénézuéliens est une affirmation non équivoque de l'appui aux élections libres et équitables et du respect pour la constitution actuelle.* » [...] « *Nous encourageons les gouvernements de l'hémisphère et partout dans le monde à sommer le président Maduro à suspendre ce processus dont le but n'est que de miner la démocratie au Venezuela.* » [...] « *Comme le président l'a affirmé plus tôt dans la journée, les États-Unis sont préparés à prendre des mesures économiques radicales et rapides si le gouvernement du Venezuela poursuit sa démarche d'une Assemblée constituante nationale.* »[3]

VI. Cette année seulement, plus d'une centaine de déclarations hostiles, écrites ou orales, ont été émises par des porte-paroles du gouvernement des États-Unis ou par des membres du Congrès. Voici une liste des déclarations les plus préoccupantes pour le Venezuela car elles préconisent l'agression des États-Unis contre notre pays :

- le 6 avril 2017, l'amiral Jefe Kurt Tidd, le chef du Commandement du Sud, dans son rapport annuel de ce commandement, a mentionné le Venezuela dans son témoignage écrit présenté au Comité des forces armées du Sénat américain :

« Dans l'ensemble, la région est stable, bien que le fossé entre les attentes du public et la performance du gouvernement se traduit par des protestations sociales, le plus souvent contre la corruption et la mauvaise gestion des ressources publiques. Les citoyens boliviens [sic] mènent des manifestations de masse et exigent une solution à une grave pénurie d'eau, tandis que le Venezuela pourrait être sérieusement déstabilisé dans l'année qui vient en raison d'une importante pénurie de denrées et de médicaments, d'une incertitude politique prolongée et d'une détérioration de sa situation économique. La crise humanitaire grandissante au Venezuela pourrait exiger une réponse régionale. » (Notre souligné et nos italiques)

Même s'il n'a pas soulevé la possibilité d'actions concrètes et a nié que des actions étaient prévues contre le Venezuela, il faut noter que Tidd prend pour acquis ce que John Kelly, le secrétaire du département du Homeland Security, a vu il y a quelques années comme la possibilité de s'ingérer au Venezuela en raison à la faveur d'une « crise humanitaire ».[4]

- Le 6 juin 2017, l'ambassadrice des États-Unis à l'ONU, Nikki Haley, a tenu une réunion en marge d'une réunion à Genève sous le thème « Les droits de la personne et la démocratie au Venezuela » dans le but d'attaquer notre pays au sein des organisations multilatérales. Parmi d'autres accusations portées contre le gouvernement vénézuélien, la porte-parole du gouvernement américain a dit :

« Le gouvernement vénézuélien est en train de détruire les droits de la personne et la démocratie au Venezuela. Il mène une campagne de violence et d'intimidation contre des manifestants sans armes, des entreprises, la société civile et l'opposition politique librement élue. »

Et

« Depuis avril, lorsque les manifestations se produisaient sur une base quotidienne,

plus de 60 personnes ont été tuées. Plus de 1 000 personnes ont été blessées et plus de 3 000 ont été détenues, y compris plus de 300 civils contre qui on a porté des accusations criminelles dans des tribunaux militaires » (nos italiques).[5]

- Le 14 juin 2017, dans le contexte d'une audience du département du Budget de l'État au Comité des représentants de la Chambre sur les crédits à l'État, aux activités à l'étranger et autres programmes connexes, le secrétaire d'État Tillerson a répondu ainsi à la question du représentant Mario Diaz-Balart :

« Sur la question du Venezuela, spécifiquement, comme vous le savez, c'est une situation difficile en ce moment. Je crois que nous avons fait d'importants progrès au sein de l'Organisation des États américains. . Nous allons continuer d'utiliser l'OÉA comme un instrument pour continuer à faire pression sur le régime pour qu'il revienne à sa constitution et aux élections demandées. »

« Mais nous devons également travailler avec l'opposition pour contribuer à l'unifier. C'est un des grands défis auxquels nous avons été confrontés dans le passé, une opposition qui ne semble pas réussir à parler d'une seule voix ». (Notre souligné et nos italiques)[6]

- Le 22 juin 2017, le vice-président Mike Spence a été l'orateur invité à une conversation au Wilson Center basé à Washington sur la *contribution des États-Unis à la prospérité et la sécurité en Amérique centrale*. Il a soulevé que *« l'Amérique latine est une priorité pour l'administration Trump. [...] Nos partenariats et nos alliances dans cette région sont de la plus haute importance pour nos intérêts nationaux (....) Plus tard, sur la nouvelle politique envers Cuba annoncée récemment, il a dit au sujet du Venezuela : « Soyez rassurés, les États-Unis d'Amérique continueront d'appuyer les efforts internationaux visant à restaurer la liberté, la démocratie et la primauté du droit au Venezuela jusqu'à ce que la liberté l'emporte. »* (Notre souligné et nos italiques).[7]

- Le 12 juillet 2017, à l'audience du sous-comité de l'Hémisphère occidental de la Chambre des représentants sur l'« Avancement des intérêts des États-Unis dans l'hémisphère occidental :demandes budgétaires du FY 2018 », la directrice adjointe de l'USAID, Sarah-Ann Lynch, a discuté des actions d'ingérence menées par son agence au Venezuela :

« Oui, nous menons des activités au Venezuela, nous travaillons avec des organisations de la société civile, des ONG basées aux États-Unis et des ONG au Venezuela, de 30 à 35 d'entre elles.

Nous allons continuer de travailler avec ces organisations de la société civile pour faire plus de conscientisation sur ce qui se passe sur le terrain, accroître la capacité de faire rapport des abus aux droits de la personne, de la corruption, des choses du genre.

Nous travaillons également avec l'Assemblée nationale pour améliorer la capacité de ses membres en tant que législateurs, pour faire de la formation et de l'accroissement de capacités.

En plus, nous évaluons autant que possible la situation sur le terrain en ce qui concerne la nourriture, le domaine économique et le secteur des finances, et nous rassemblons ces évaluations de sorte que si des opportunités de faire plus se présentent nous serons prêts à bien y répondre. »[8]

VII. Le 13 janvier 2017, le président Obama a dit qu'*« il est nécessaire de maintenir l'urgence*

nationale déclarée dans le Décret 13692 en ce qui a trait à la situation au Venezuela » . Il s'agit du décret autorisant la mise en oeuvre de sanctions contre le pays, sur la base de la description du Venezuela comme « une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique étrangère des États-Unis », conformément à la Loi sur les urgences nationales . [9]

VIII. Le 12 avril, l'ambassade des États-Unis à Caracas a émis un « Message de sécurité à l'intention des citoyens des États-Unis : Protestations de la semaine de Pâques/Manifestations (12-17 avril, 2017) », qui contient un calendrier comprenant chacune des manifestations appelées par la coalition de l'opposition (MUD), ce qui en soi est discutable parce qu'un avis d'alerte aux citoyens américains au Venezuela n'a pas à contenir un calendrier des actions organisées par l'opposition. En plus, le message rappelait aux citoyens américains se trouvant au Venezuela que « *des manifestations peuvent se produire sans avis, qu'elles peuvent se développer rapidement et dégénérer en violence* ». Il est ironique que le discours public en vigueur était celui d'une condamnation des actions à caractère d'ordre public, les qualifiant de répression, comme si elles étaient des actions disproportionnées face à des manifestations pacifiques. *Cette note d'alerte a été retirée de l'Internet.*

IX. *Juste en 2017, les États-Unis ont émis des sanctions contre le Venezuela en deux occasions. Les deux ont été faites de façon unilatérale, à l'encontre du droit international :*

- le 13 février 2017, le Bureau de contrôle des actifs étrangers du département du Trésor des États-Unis (OFAC) a émis une sanction contre le vice-président Tareck El Aissami en l'inscrivant sur la « Liste nationale spécialement conçue ».[10]

- le 18 mai 2017, l'OFAC a ajouté sur cette liste les noms de huit magistrats de la division constitutionnelle de la Cour suprême de justice, ce qui bloque leurs avoirs et leurs interactions avec les États-Unis (entreprises et individus). Les magistrats sanctionnés sont : Luis Fernando Damiani Trujillo, Arcadio de Jesús Delgado Rosales, Gladys María Gutiérrez Alvarado, Juan José Mendoza Jover, Maikel José Moreno Pérez, Calixto Antonio Ortega Ríos, Lourdes Benicia Suárez Anderson, Carmen Auxiliadora Zuleta de Merchán.[11]

Notes

1. <http://aspensecurityforum.org/wp-content/uploads/2017/07/The-View-from-Langley.pdf>
2. <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2017/07/17/statement-president-donald-j-trump>
3. <https://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2017/07/272645.htm>
4. https://www.armed-services.senate.gov/imo/media/doc/Tidd_04-06-17.pdf
5. <https://geneva.usmission.gov/2017/06/06/ambassador-nikki-haley-remarks-on-venezuela-at-human-rights-council-side-event/>
6. <https://appropriations.house.gov/calendar/eventsingle.aspx?EventID=394899>
7. <http://www.ustream.tv/recorded/105056065>
8. <https://foreignaffairs.house.gov/hearing/subcommittee-hearing-advancing-u-s-interests-western-hemisphere-fy-2018-budget-request/>
9. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2017/01/13/letter-continuation-national-emergency-respect-venezuela>

10. <https://www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/as0005.aspx>

11. <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20170518.aspx>

(27 juillet 2017)



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca